

LA SEMAINE JURIDIQUE

ENTREPRISE ET AFFAIRES

19 JANVIER 2017, HEBDOMADAIRE, N° 3 ISSN 1290-5119



1044

Droit du crédit: le régime juridique du taux de période

Étude par Jérôme Lasserre Capdeville

45 Actionnariat - 3 questions : L'actionnariat salarié dans les sociétés non cotées, F. Chéron

46 Procédures collectives - Les dispositions relatives aux entreprises en difficulté de la loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle, aperçu rapide Ph. Pétel

1032 SARL - Le gérant de SARL n'est pas un professionnel indépendant, faute d'exercice d'une activité distincte de la SARL, Cass. com., 15 nov. 2016, note A. Cerati-Gauthier

1033 Liquidation judiciaire - Procédure d'appel et procédure collective : la difficile conciliation, Cass. com., 11 oct. 2016, note B. Rolland

1036 Informatique - Droit de l'Internet, chronique sous resp. N. Mallet-Poujol

1046 Contrat de travail - La pratique des tests salivaires par l'employeur ou le supérieur hiérarchique, CE, 5 déc. 2016, note F. Duquesne

Sommaire

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires - N° 3, 19 janvier 2017

Échos de la pratique P. 5

45 3 questions... L'actionnariat salarié dans les sociétés non cotées, F. Chéron

● En mouvement ● Focus ● Échos ● À lire
● Le chiffre de la semaine ● Indices et taux

Actualités

Affaires

APERÇU RAPIDE P. 9

46 Procédures collectives - Les dispositions relatives aux entreprises en difficulté de la loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle, Ph. Pétel

VEILLE P. 11

47 Aide juridictionnelle - Aide juridique : prise en charge de la médiation et révision du barème

48 Autorités administratives indépendantes - Statut général des AAI et des API : adoption définitive des propositions de loi

49 Banque - Financement de la construction de maison individuelle : obligations légales s'imposant au prêteur

50 Banque - Droit au compte : mise à jour de la liste des pièces justificatives

51 Construction - Action résultant des vices rédhibitoires : le nouveau délai de prescription, après interruption, est de deux ans

52 Construction - Caractérisation de la faute dolosive du constructeur

53 Entreprise - Transmission par l'employeur de l'identité du conducteur du véhicule auteur d'une infraction

54 Transport routier - Obligations d'achat ou d'utilisation de véhicules à faibles émissions

55 Union européenne - Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme : le Conseil arrête sa position de négociation

56 Union européenne - Communications électroniques : nouvelles règles en matière de respect de la vie privée

57 Union européenne - Robots : vers une réglementation européenne ?

Social

VEILLE P. 15

58 Conventions et accords collectifs - La négociation collective d'entreprise en repli en 2014

59 Salaire - Prime de panier et indemnité de transport : remboursement de frais ou complément de salaire ?

Fiscal

VEILLE P. 16

60 BIC-15 - Crédit d'impôt recherche : mise à jour des obligations déclaratives

61 BIC-15 - L'application du régime des plus et moins-values à long terme n'exige pas l'inscription du bien cédé au bilan

62 Impôt sur les sociétés - Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie ouverte

63 Procédures fiscales - Modèles de conventions entre l'Administration et les organismes de gestion agréés ou les viseurs fiscaux

64 Taxe sur la valeur ajoutée - Conditions d'une demande de restitution par voie de réclamation d'un surplus de taxe reversé

NOS ÉVÉNEMENTS P. 18

Prix du juriste HEC
5^e édition 2016

Études et commentaires

Affaires

SOCIÉTÉS ET PROCÉDURES COLLECTIVES P. 20

1032 SARL - Le gérant de SARL n'est pas un professionnel indépendant, faute d'exercice d'une activité distincte de la SARL, Cass. com., 15 nov. 2016, note A. Cerati-Gauthier

1033 Liquidation judiciaire - Procédure d'appel et procédure collective : la difficile conciliation, Cass. com., 11 oct. 2016, note B. Rolland

DROIT ÉCONOMIQUE P. 27

1036 Informatique - Droit de l'Internet, chronique Équipe de Recherche Créations immatérielles et droit Université de Montpellier, sous resp. N. Mallet-Poujol

DROIT BANCAIRE ET FINANCIER P. 38

1044 Taux effectif global - Droit du crédit : le régime juridique du taux de période, étude J. Lasserre Capdeville

Social

TRAVAIL P. 46

1046 Contrat de travail - La pratique des tests salivaires par l'employeur ou le supérieur hiérarchique, CE, 5 déc. 2016, note F. Duquesne

Fiscal

PROCÉDURES FISCALES P. 50

1047 Contrôle fiscal - Liquidation amiable d'une société et vérification fiscale en cours, CE, 3^e et 8^e ch., 3 oct. 2016, note R. Vabres